

Monsieur le Directeur Académique,

Ce n'est pas le ministre Ndiaye, mais le président Macron lui-même qui a ouvert la réunion de rentrée des recteurs jeudi 25 août.

L'école n'est pas à la hauteur, leur a expliqué le chef de l'Etat : « *Nous avons trop d'élèves malheureux, trop de parents anxieux, de professeurs désabusés ou qui ont le sentiment de ne pas être reconnus et trop d'entreprises qui ne trouvent pas de jeunes formés.* »

Ce sombre constat, cela fait des années que la **FNEC-FP FO** et les personnels le font. C'est le résultat des contre-réformes et des politiques de réductions budgétaires imposées par Macron, Blanquer et leurs prédécesseurs. Ce sont eux les responsables.

C'est le gel des salaires et la masterisation des concours qui ont conduit à cette rentrée catastrophique où l'on va manquer partout d'enseignants sous statut. Quant aux perspectives économiques, comme toute la population, les personnels se demandent comment ils pourront faire face à l'inflation qui ne cesse de grimper...

En effet, les personnels, comme tous les salariés, vont vite se trouver pris à la gorge par l'augmentation incessante des prix. En plafonnant l'augmentation du point dans la Fonction Publique à 3,5 %, le gouvernement cherche en réalité à imposer, au regard d'une inflation annuelle qui dépasse déjà les 6%, un nouveau recul de notre rémunération.

Cette chute du pouvoir d'achat s'accompagne d'une dégradation sans précédent des conditions de travail. Le nombre de postes reste insuffisant. Pire, 1700 places aux concours n'ont pas été pourvues faute de candidats. Cela signifie donc toujours plus de classes fermées, moins de remplaçants, moins de personnels RASED... Plutôt que de chercher des solutions pour recruter des enseignants fonctionnaires d'État, le ministre multiplie le recours aux contractuels précaires. 3000 ont été recrutés à ce jour !

Combien en avez-vous recruté, Monsieur le Directeur Académique ?

On nous parle d'une dérisoire formation de 4 jours pour ces futurs collègues... qu'en sera-t-il dans notre département ?

Notons ce chiffre incroyable : en 5 ans (de 2015 à 2020), la part de contractuels (enseignants AED, AESH, administratifs...) à l'Éducation nationale est passée de 14,5% à 22%. Plus d'un agent sur 5 dans notre ministère est donc hors statut !

Pour la **FNEC-FP FO**, il y a urgence à recruter des enseignants fonctionnaires d'État par l'utilisation de la totalité des listes complémentaires, par le réabondement de celles-ci, par la mise en place de concours exceptionnels à Bac+3 et par la titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent, sans attendre l'hypothétique concours annoncé par le ministre Ndiaye.

Ce CTSD sera l'occasion pour **FO** d'aborder la question des évaluations. Les choses sont lancées, les écoles savent si elles sont ou pas dans le viseur. Ce qui était prévu, c'est que 20% des écoles du 79 entrent dans ce dispositif dès la rentrée jusqu'en janvier 2023. Et que 20% le fassent de février à juin 2023. Est-ce toujours d'actualité ?

Quelles légitimités réglementaires pour la mise en place de ces évaluations ? Quelles écoles les subiront cette année scolaire ? Quelles possibilités pour les enseignants de les refuser, de s'en extraire ?... autant de questions que nous devons aborder aujourd'hui.

Il est à noter que les organisations syndicales des Deux Sèvres, **SNUDI-FO**, SNUipp-FSU, CGT et SUD, se sont rencontrées en juin dernier pour proposer aux personnels de l'Éducation Nationale un texte intersyndical se prononçant clairement contre ces évaluations d'écoles.

Pour la **FNEC-FP FO79**, ces auto-évaluations/évaluations externes d'écoles :
► **transformeront les usagers en clients et les enseignant.e.s en agents vulnérables**, toujours soumis au jugement des « partenaires » ;
Rappelons que **le statut de FONCTIONNAIRE d'État a été créé pour que les agents n'aient à subir aucunes pressions** qu'elles soient politiques, sociales ou religieuses. **C'est un incroyable retour en arrière !**

► permettront à la hiérarchie scolaire de proposer des plans d'actions et de formations institutionnels et ainsi d'**entériner le fait que les difficultés scolaires sont le fait, non pas d'une politique gouvernementale, mais des personnels et des écoles.**

Ce n'est pas acceptable. Déjà les personnels concernés se mobilisent. Ils obtiendront naturellement tout le soutien de la **FNEC-FP FO79**.

Nos collègues AESH vont débiter cette rentrée scolaire avec, comme les autres années, une absence abyssale de perspectives en terme de salaires, de statut et de formation. Nous avons rencontré Mme l'IENA et M. le SG en audience avec 3 collègues AESH, en juin dernier, et leur avons fait part des différences et des aberrations concernant les formulaires de demande d'autorisation d'absence que l'on soit employé par la DSDEN ou par le Lycée M. Genevoix. Un travail d'harmonisation de ces formulaires va-t-il être réellement engagé cette année ?

La **FNEC-FP FO** va continuer, aux côté des personnels AESH, à se battre pour leurs droits et conditions de travail en revendiquant :

- La prise en charge de tous les déplacements et la revalorisation des indemnités kilométriques ;
- La garantie d'accès à des contrats à temps complet sur la base d'un accompagnement élève à 24H ;
- L'abandon les PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ;
- La création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B.

Merci de votre attention